



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HAUTE-GARONNE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°31-2020-205

PUBLIÉ LE 18 SEPTEMBRE 2020

# Sommaire

## **PREFECTURE 31**

31-2020-09-18-002 - Arrêté portant prescription de plusieurs mesures nécessaires afin de faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le département de la Haute-Garonne. (4 pages)

Page 3

PREFECTURE 31

31-2020-09-18-002

Arrêté portant prescription de plusieurs mesures  
nécessaires afin de faire face à l'épidémie de Covid-19  
dans le département de la Haute-Garonne.



PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

## **Arrêté portant prescription de plusieurs mesures nécessaires afin de faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le département de la Haute-Garonne.**

Le préfet de la région Occitanie  
Préfet de la Haute-Garonne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de la santé publique et notamment ses articles L.3131-1 et L3136-1;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L 2215-1 ;

**Vu** la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il est prorogé ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 24 octobre 2018 nommant M. Étienne GUYOT, préfet hors classe, préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne ;

**Vu** l'avis de l'Agence régionale de santé du 11 septembre 2020 ;

**Considérant** le caractère pathogène et contagieux du virus Covid-19 ;

**Considérant** que la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence prévoit, à son article 1<sup>er</sup>, que le Premier ministre peut réglementer l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public ainsi que des lieux de réunion, réglementer les rassemblements de personnes, les réunions et les activités sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public et qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

**Considérant** qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié, prescrit une série de mesures générales applicables à compter du 11 juillet 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que « Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent »;

**Considérant** que Santé Publique France a classé le département de la Haute-Garonne en département à risque élevé de circulation virale le 31 août 2020 ;

1, Place Saint Etienne 31038 TOULOUSE CEDEX 9 – Tél. 05 34 45 34 45  
<http://www.haute-garonne.gouv.fr>

**Considérant** que les récents points de situation communiqués par Santé publique France et par l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie confirment une reprise accrue de la propagation du virus dans le département de la Haute-Garonne ; que le point de l'Agence Régionale de Santé du 17 septembre 2020 fait état d'un taux d'incidence de 147,8 cas dépistés positifs pour 100 000 personnes dans le département sur la semaine glissante du 8 au 14 septembre, alors que ce même taux était de 51,3 au 26 août 2020, que Santé publique France fait état d'une circulation particulièrement élevée chez les 20-30 ans ;

**Considérant** qu'au sein du département de la Haute-Garonne, le territoire de la ville de Toulouse est tout particulièrement concerné avec un taux d'incidence brut atteignant 225,7/100 000 habitants la semaine glissante du 8 au 14 septembre, dépassant largement le seuil d'alerte de 50 pour 100 000 habitants ; que cette augmentation est intervenue alors même que le port du masque a été imposé, par les arrêtés du 19 août et du 27 août 2020, sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public sur l'ensemble de la commune de Toulouse, dans les marchés, brocantes et vide-greniers et dans les rassemblements organisés sur la voie publique, aux abords des établissements scolaires et des crèches ou dans les établissements recevant du public de l'ensemble du département ;

**Considérant** que des rassemblements de personnes lors d'évènements organisés sur la voie publique, aux abords des établissements scolaires et des crèches ou dans les établissements recevant du public ne favorisent pas le respect des règles de distanciation physique sociale prévue par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 juillet 2020 et peuvent contribuer à la propagation du virus ;

**Considérant** l'avis du Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP) en date du 24 avril 2020 qui a défini un critère d'occupation maximale des espaces ouverts au public fixé à 4 m<sup>2</sup> par personne ;

**Considérant** l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

**Considérant** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**Considérant** qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

**Considérant** que le port du masque obligatoire, pour les personnes de onze ans et plus, dans l'espace public, constitue une mesure de nature à limiter le risque de circulation du virus ;

**Considérant** les consultations menées auprès du maire de Toulouse et de l'association départementale des maires ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Toute personne de onze ans ou plus se trouvant dans un rassemblement de plus de 10 personnes sur la voie publique, ainsi que dans les marchés de plein vent, brocantes et vide-greniers doit porter un masque de protection entre 7H00 et 3H00 du matin, en complément de l'obligation du respect des mesures barrières, dans l'ensemble du département de la Haute-Garonne.

Cette obligation ne concerne pas les personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

**Article 2** : Le port du masque de protection, en complément de l'obligation du respect des mesures barrières, est obligatoire dans l'ensemble du département de la Haute-Garonne pour toute personne de onze ans ou plus se trouvant, durant les heures de fréquentation, sur la voie publique dans un rayon de 30 mètres des entrées et sorties des lieux suivants :

- crèches et établissements scolaires, écoles, collèges et lycées,
- établissements culturels et d'enseignement artistique,
- clubs sportifs,
- établissements d'enseignement supérieur,
- établissements recevant du public de type GA (gares, aéroports).

Cette obligation ne concerne pas les personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

Dans les établissements ci-dessus mentionnés, l'affichage du port du masque par l'exploitant est obligatoire.

**Article 3** : Dans les établissements recevant du public de type N, restaurant et débit de boissons, de l'ensemble des communes du département de la Haute-Garonne, la consommation debout est interdite. De plus, toutes activités musicales pouvant être audibles depuis la voie publique sont interdites de 12h00 à 07h00.

**Article 4** : Dans les établissements recevant du public et dans les lieux publics, couverts ou non, du département de la Haute-Garonne, la pratique de toute activité dansante est interdite à l'exception des activités des établissements d'enseignement de la danse, des représentations artistiques et de la danse sportive.

**Article 5** : L'ouverture et l'utilisation des vestiaires dans les établissements sportifs de type X est interdite dans le département, à l'exception de ceux des piscines. Les vestiaires des établissements à usage scolaire, ceux de la filière STAPS et des clubs sportifs professionnels peuvent toutefois être utilisés.

**Article 6** : Les rassemblements de plus de 10 personnes dans les parcs et jardins et aux abords des plans d'eau sont interdits dans le département de la Haute-Garonne.

**Article 7** : Toute personne de onze ans ou plus se déplaçant à pied doit porter un masque de protection sur l'ensemble de la commune de Toulouse lorsqu'elle se trouve sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public entre 7 heures et 03 heures, en complément de l'obligation du respect des mesures barrières et de l'obligation du port du masque dans les transports en commun.

Cette obligation ne concerne pas :

- les personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus,
- les personnes pratiquant une activité sportive en plein air,
- les personnes circulant dans les espaces naturels classés.

**Article 8** : La vente d'alcool à emporter entre 20h00 et 06h00 dans la commune de Toulouse est interdite.

**Article 9** : La consommation d'alcool de 13h00 à 06h00 sur les voies et espaces publics de l'ensemble de la commune de Toulouse est interdite.

**Article 10** : Les obligations prévues aux articles 1 à 9 entrent en vigueur le samedi 19 septembre à 00h00 et sont applicables jusqu'au 18 octobre inclus.

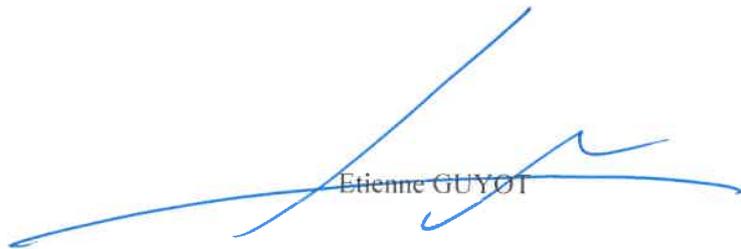
**Article 11** : Conformément aux dispositions du VII de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 susvisé, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 12 :** Les arrêtés du préfet de la Haute-Garonne du 19 août et du 27 août 2020 portant obligation du port du masque dans certains lieux publics sont abrogés à compter du 19 septembre 2020.

**Article 13 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cette décision peut faire l'objet dans le même délai d'un recours gracieux auprès de l'autorité qui l'a délivrée.

**Article 14 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Muret, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Gaudens, le général, commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Garonne et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Garonne et dont un exemplaire sera transmis sans délai au procureur de la République.

Toulouse, le 18 septembre 2020



Etienne GUYOT

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification devant le Tribunal Administratif de Toulouse - 68, rue Raymond IV – BP 7007- 31068 Toulouse cedex 7